

#MaCarte MaLiberté
 JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

CAISSE 2

-50% SUR LES FRAIS

DEMANDEZ VOTRE CARTE OPEN OU CHALLENGE VIA L'APPLICATION MYCORIS BANK OU EN AGENCE
 INFO : 8283

La Banque Africaine
 CORIS BANK

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 436 du jeudi 11 Juin 2026 / Prix : 250 F CFA

P.6

PIA : 5 ans déjà !



PARTENARIAT P.3

Pleins feux sur le 4ème dialogue UE - Togo






PTAE P.5

BOA-TOGO prépare déjà la rentrée scolaire 2026-2027



FOOTBALL P.4

Le Togo lamine le Bénin



BANK OF AFRICA
 BMCE GROUP

Tous à l'école
 Offrez leur une année scolaire sereine

Remboursement **13 mois**

Jusqu'à **5 mois** de salaire

Réponse Express

f in



MIAPO BOLOU D'MABOL

VIVEZ LE FOOT
AVEC **STYLE**



400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL



* Prix de vente détaillé conseillé • Pratiquez une activité physique régulière • Fermés disponibles 60cl 50cl 33cl et canettes



BB LOMÉ S.A

Boisson gazeuse. Ingrédients : Eau gazeuse, Sucre, Acide ascorbique (E300), Gomme arabique (E414), Aromatisant, Acide lactique (E270), Sorbate de potassium (E202), Acide phosphorique (E320), Caféine, Polycarbonate 65 (E406)
Valeurs nutritionnelles pour 100 ml : valeur énergétique : 167 kJ / 20 kcal
Glucides 10,6 g dont sucres 10,4 g, Protéines 0 g, Lipides 0 g, Sel 0,7 g

PARTENARIAT

Pleins feux sur le 4ème dialogue UE - Togo

La 4ème session du dialogue de partenariat entre le Togo et l'Union européenne (UE) s'est tenue le mardi 9 juin 2026 au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, conformément à l'article 3 de l'accord de partenariat entre l'organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (OEACP-UE) du 16 avril 2021. Selon le communiqué ayant sanctionné la rencontre, les discussions étaient riches et ont porté sur des points d'intérêt commun.



la sous-région et les défis croissants liés à l'extrémisme violent. La partie togolaise a présenté les efforts déployés par le Togo en faveur de la paix, de la stabilité régionale, du dialogue politique et de la prévention des conflits, ainsi que les mesures prises pour renforcer la résilience des populations affectées par les défis sécuritaires. L'Union européenne a réaffirmé son soutien à la coopération

partie togolaise a présenté les progrès réalisés dans le cadre du suivi des recommandations issues de l'Examen périodique universel (EPU), ainsi que les initiatives entreprises en matière de promotion et de protection des droits humains. Les deux parties ont réaffirmé leur attachement au respect des droits fondamentaux, à l'État de droit, à la bonne gouvernance et au renforcement des institutions

partenaires économiques et commerciaux du pays. Les deux parties ont également discuté des opportunités d'investissement dans le cadre de l'initiative Global Gateway, notamment dans les secteurs stratégiques des infrastructures, de l'énergie, de la connectivité et de l'agriculture durable. La partie togolaise a présenté les orientations de sa politique énergétique, ainsi que les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, favoriser les investissements privés et promouvoir une croissance inclusive, résiliente et durable, créatrice d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes.

« Dans un contexte international si difficile, l'UE restera un partenaire solide dans la durée, engagée aux côtés du Togo. L'UE demeure le premier partenaire commercial de l'Afrique, son premier investisseur de loin, son premier fournisseur d'aide publique au développement (APD) et son premier donateur humanitaire. Notre programme phare, le Global Gateway, s'accélère ici au Togo, par une approche collective de l'Equipe Europe - pour répondre au défi du trop peu d'investissement dans les infrastructures clés du continent », a indiqué l'Ambassadeur de l'UE, Gwilym Ceri Jones.

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre et de renforcer leur partenariat dans un esprit de confiance, de solidarité et de responsabilité partagée, au service de la paix, de la stabilité et du développement durable.

La réunion s'est déroulée dans un climat cordial et constructif.



Les travaux de cette 4ème session ont été coprésidés par Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur et Gwilym Ceri Jones, Ambassadeur de l'Union européenne au Togo.

« Notre session de ce jour se tient dans un contexte international et régional marqué par des défis sécuritaires, humanitaires et économiques complexes. C'est donc en partenaires conscients et responsables que nous devons aborder ce dialogue, guidés par notre attachement commun aux valeurs de paix, de démocratie et de prospérité partagée », a indiqué Robert Dussey à l'ouverture des travaux.

Les échanges ont permis de réaffirmer l'excellence des relations entre le Togo et l'Union européenne, fondées sur des valeurs communes, le respect mutuel, le dialogue permanent et une volonté

partagée de promouvoir la paix, la sécurité, la démocratie, la prospérité économique et le développement durable.

Selon le communiqué, les deux parties se sont félicitées de la qualité du partenariat qui les unit et ont souligné l'importance d'un multilatéralisme efficace et d'une coopération renforcée dans un contexte international marqué par de nombreux défis sécuritaires, économiques, climatiques et géopolitiques. Elles ont également réaffirmé leur attachement à un partenariat équilibré, co-construit, tourné vers des résultats concrets au bénéfice des populations togolaises et européennes.

« S'agissant du partenariat pour la paix et la sécurité, les deux parties ont procédé à un échange approfondi sur la situation sécuritaire régionale et internationale, marquée notamment par la persistance de la menace terroriste dans



sécuritaire, notamment dans les domaines du renforcement des capacités, de la lutte contre le terrorisme et de l'appui aux initiatives régionales de paix et de sécurité », précise le communiqué.

En ce qui concerne le partenariat pour la démocratie et la bonne gouvernance, les discussions ont porté sur les avancées enregistrées ainsi que sur les défis liés à la gouvernance locale, à la décentralisation et à la participation citoyenne. La

démocratiques, tout en soulignant l'importance du dialogue inclusif et de l'implication des acteurs de la société civile.

Sur les questions liées à l'économie, aux investissements et à la croissance durable, les échanges ont permis d'aborder les perspectives de renforcement des échanges commerciaux entre le Togo et l'Union européenne, qui, avec ses états membres, est parmi les principaux

MARCHÉ DE L'UMOA

Le Togo veut mobiliser 35 milliards FCFA

Le Togo prévoit de mobiliser 35 milliards FCFA le vendredi 12 juin 2026 à travers une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

Selon l'avis d'appel d'offres, l'opération vise à lever 5 milliards FCFA via des BAT d'une maturité de 364 jours. Les 30 milliards FCFA restants seront recherchés à travers des OAT de maturités de 3, 5 et 7 ans, précise Togo

First. Ces titres, d'une valeur nominale de 10 000 FCFA, offrent des taux d'intérêt respectifs de 6,15 %, 6,35 % et 6,50 %.

Les ressources mobilisées serviront au financement du



budget de l'État pour l'exercice 2026, arrêté à 2751 milliards

FCFA.

Cette nouvelle sortie sur le marché régional permettra au Togo de se rapprocher davantage de son objectif annuel de mobilisation, fixé à 463 milliards FCFA. Depuis le début de l'année 2026, le Trésor public togolais a déjà levé 143 milliards FCFA. Ce montant représente environ 31 % de la cible annuelle.

ASSEMBLÉE NATIONALE

04 textes adoptés pour renforcer la sécurité nucléaire et radiologique

Les risques liés aux activités nucléaires et radiologiques sont susceptibles d'avoir des répercussions durables sur la santé humaine, l'environnement et le tissu économique. Pour y faire face efficacement, il est essentiel de disposer d'un cadre juridique et réglementaire solide, capable d'encadrer ces activités et de garantir le respect des normes de sûreté et de sécurité. C'est dans cette perspective que les députés ont adopté le mardi 9 juin dernier, au cours de la troisième séance plénière de la première session ordinaire de l'année, quatre projets de loi visant à renforcer le dispositif national de sûreté nucléaire ainsi que les capacités de prévention, de gestion des déchets radioactifs et des accidents nucléaires au Togo.

Il s'agit du projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à la convention sur la sûreté nucléaire, adoptée à Vienne le 17 juin 1994, et du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, adoptée le 5 septembre 1997 à Vienne, en Autriche.

Les élus du peuple ont également adopté le projet de loi autorisant l'adhésion du Togo à la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, adoptée à Vienne, en Autriche, le 26 septembre 1986, ainsi que le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention du 26 septembre 1986 sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.

L'adhésion à ces conventions permettra au Togo d'approfondir

l'harmonisation de sa législation avec les standards internationaux en matière de sûreté nucléaire et de gestion des substances radioactives. Elle contribuera aussi à l'amélioration de la capacité nationale d'anticipation et de gestion des événements susceptibles de présenter un risque radiologique.

Le président du groupe parlementaire majoritaire UNIR, Aklesso Atcholi, a souligné que, malgré les apports du nucléaire, il est indispensable d'établir et de maintenir un haut niveau de sûreté afin de protéger les personnes, les biens et l'environnement contre les effets potentiels des activités nucléaires.

« Le nucléaire est une énergie d'avenir, utile dans plusieurs secteurs, notamment la production d'électricité, la santé, l'industrialisation, l'agriculture, l'élevage, ainsi que le renforcement de



l'indépendance énergétique et de la souveraineté. À travers ces projets de loi, des garanties supplémentaires sont apportées pour mieux prévenir les risques liés à ces secteurs », a-t-il déclaré.

Une avancée saluée par le gouvernement

« Ces projets de loi traduisent une démarche cohérente : nous ne faisons pas que choisir une énergie d'avenir ; nous choisissons le plus haut standard de sécurité qui l'accompagne. Ratifier ces textes, c'est envoyer un signal fort à la communauté internationale : le Togo est un État moderne, responsable et rigoureux », a affirmé Robert Koffi Messan Eklo, Ministre délégué chargé de l'Énergie.

S'exprimant sur les enjeux des projets de loi adoptés en première lecture, rof. Komi Selom Klassou, a insisté sur la dimension de solidarité internationale face aux risques nucléaires et radiologiques. « Instruit par l'histoire tragique de la

catastrophe de Tchernobyl, le Togo est convaincu que face à des risques d'une telle ampleur, aucun État ne peut agir seul, et que la solidarité internationale est la réponse la plus efficace et la plus humaine », a-t-il déclaré.

Le président de l'Assemblée nationale a ajouté que ces réformes s'inscrivent dans une vision plus large de protection des populations et de crédibilité internationale du Togo dans le domaine du nucléaire pacifique.

« Au-delà de ces textes, c'est l'avenir de notre pays dans le domaine du nucléaire pacifique qui se joue. C'est la protection de nos populations contre les risques radiologiques qui est en jeu. C'est la crédibilité du Togo comme partenaire fiable dans la communauté internationale qui est en question. Nous nous félicitons, à cet égard, de la pertinence de la démarche du Gouvernement. Je saisis cette opportunité pour rendre un hommage mérité à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé,

Président du Conseil, qui a placé la modernisation du cadre juridique national et l'intégration du Togo dans les mécanismes multilatéraux de coopération au cœur de son action, faisant de la sécurité notre priorité et du progrès technologique notre horizon, à savoir la prévention et l'atténuation des accidents nucléaires », a-t-il conclu.

Ainsi, par l'adoption de ces différents textes, le Togo franchit une étape importante dans le renforcement de son dispositif de sûreté nucléaire et radiologique. Les quatre textes adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale seront étudiés dans les mêmes termes par la chambre sœur, le Sénat dans les prochains jours, conformément au principe du système bicaméral.

In fine, ces quatre instruments adoptés seront mis en œuvre comme lois de l'État. Leur promulgation permettra au Togo de renforcer son cadre juridique et institutionnel en matière de sûreté nucléaire et radiologique, de bénéficier des mécanismes internationaux de coopération, d'assistance et d'échange d'informations, de garantir une meilleure protection des populations, de l'environnement et des activités économiques contre les risques d'accidents nucléaires et radiologiques.

MATCH AMICAL / JOURNÉE FIFA

Le Togo lamine le Bénin

Les Éperviers du Togo ont terminé leur deuxième stage sous la direction de Patrice Neveu de la plus belle des manières. Ce mardi 9 juin 2026, au stade El Béchir de Mohammédia au Maroc, la sélection togolaise a surclassé le Bénin (5-1) lors d'un match amical international, envoyant un signal fort à quelques mois du début des éliminatoires de la CAN 2027.

Yao KPOWODAN

Pourtant, la rencontre avait mal débuté pour les Togolais.

Dès la 7e minute, Felipe Silva Dos Santos profitait d'une opportunité pour ouvrir le score en faveur des Guépards du Bénin. Malgré ce coup dur, les hommes de Patrice Neveu ont progressivement

pris le contrôle du jeu et ont été récompensés juste avant la pause grâce à un but contre son camp de Mohamed Tijani à la 38e minute.

Au retour des vestiaires, le match a basculé définitivement avec l'expulsion du Béninois



Samadou Attidjikou à la 51ème minute. En supériorité numérique, les Éperviers ont alors déroulé leur football.

Komlavi Arnaud a donné l'avantage au Togo à la 58e minute avant que le capitaine Djene Dakonam ne fasse le

break dix minutes plus tard. Très en vue, Kevin Denkey a ensuite inscrit le quatrième but togolais à la 74e minute. Fodoh Laba a finalement parachevé le festival offensif à la 88e minute pour sceller une éclatante victoire (5-1).

Après le match nul obtenu face à la Centrafrique (1-1), ce large succès confirme la montée en puissance des Éperviers. À trois mois du lancement des éliminatoires de la CAN 2027, Patrice Neveu et ses joueurs peuvent aborder les prochaines échéances avec confiance et ambition.

« PRÊT TOUS À L'ÉCOLE »

BOA-TOGO prépare déjà la rentrée scolaire 2026-2027

L'année scolaire en cours égrène ses derniers jours. Et les réflexions portent déjà sur la prochaine rentrée, avec son lot de soucis et de stress pour les parents. Bank Of Africa Togo apporte la solution. Fidèle à son engagement de partenaire de référence pour l'éducation, BOA-TOGO annonce le lancement de sa campagne phare de l'année : le « Prêt Tous à l'École ».

Cette solution de financement dédiée est conçue pour permettre aux parents et tuteurs d'aborder la rentrée scolaire en toute sérénité. Chaque année, la rentrée représente un défi financier majeur pour les familles. À travers cette initiative, BOA-TOGO réaffirme sa volonté de soutenir la scolarisation,

en offrant des conditions de financement souples, rapides et accessibles à tous ses clients.

Une offre conçue pour simplifier la vie des familles

Le « Prêt Tous à l'École » se distingue par des taux compétitifs pour alléger le coût du crédit, un déblocage rapide des fonds (48h), afin



de répondre aux urgences (frais de scolarité, fournitures, uniformes), des modalités de remboursement flexibles,

adaptées au budget des foyers.

Disponibilité

L'offre est disponible dès maintenant et jusqu'au 31 octobre 2026 dans l'ensemble du réseau d'agences BOA. Les gestionnaires sont mobilisés pour accompagner les clients dans leurs démarches, avec une procédure simplifiée.

Pour plus d'informations, visitez le site web www.boatogo.com ou rendez-vous dans l'agence la plus proche.

« BANCORE PRO » DE BOA-TOGO

L'épisode qu'il ne faut pas manquer !

« Ceux qui osent, Bank Of Africa les accompagne ». C'est ainsi que BOA-TOGO présente le troisième épisode de son podcast vidéo « Bancore Pro » consacrée à l'entrepreneuriat. Dans ce nouveau numéro, la banque donne la parole à des entrepreneurs qui partagent leurs expériences, leurs réussites, mais aussi les leçons tirées de leur parcours.

Nicolas EDORH

Il était très attendu. Il est désormais disponible. En effet, le troisième épisode de « Bancore Pro » sert de plateforme d'échanges et de partage d'expériences sur l'entrepreneuriat, le leadership et la création de valeurs. Intitulé « Et si entreprendre commençait simplement par oser ? », cet épisode réunit plusieurs entrepreneurs et professionnels aux parcours inspirants, pour une conversation authentique autour des

défis, des opportunités et des enseignements liés à l'aventure entrepreneuriale.

A travers leurs témoignages, Gaelle Adzoh Lageat, Directrice Générale de la Maison FG Creative et Ambassadrice Programme Akwa (Cliente BOA) et Steven AE, Réalisateur togolais et Directeur Général de Daayek Production (Client BOA), partagent leurs expériences, leurs motivations et les leçons qui ont marqué leur parcours, offrant ainsi aux jeunes, aux



entrepreneurs et au grand public des clés de réflexion et d'inspiration.

Un invité mystère s'est également joint à cet épisode pour partager sa vision et son

expérience.

L'épisode est désormais disponible sur la chaîne YouTube officielle de BOA-Togo en un clic sur ce lien : <https://youtu.be/2dgdI8mkUs4>

BOA-Togo invite l'ensemble de ses clients, partenaires, entrepreneurs, étudiants et passionnés d'innovation à découvrir cet échange riche en enseignements et en inspiration.

« Bancore Pro » est une initiative de BOA-Togo visant à mettre en lumière les parcours inspirants, les bonnes pratiques et les réflexions de personnalités qui contribuent au développement économique, entrepreneurial et social du Togo et de l'Afrique.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Les nouveaux agents prennent fonction ce 1er juillet

Dans un communiqué signé par le ministre Essowè George Barcola, les candidats admis au concours national de recrutement de fonctionnaires relevant du ministère des Finances et du Budget, sont conviés à prendre officiellement service le mercredi 1er juillet 2026.

cette prise de fonction sera précédée d'une réunion de prise de contact et d'information organisée à l'attention de l'ensemble des nouveaux agents. La rencontre se déroulera à partir de 7 heures au Palais des Congrès de Lomé.

L'invitation concerne les

candidats déclarés admis par l'arrêté n°1011/PC/MFPTDS du 23 avril 2026 du ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, à l'issue du concours national de recrutement de fonctionnaires organisé le 21 décembre 2024 pour le compte du département des Finances et du Budget.



Le recrutement de ces nouveaux fonctionnaires vise notamment à doter le ministère des Finances et du Budget de compétences

supplémentaires dans des domaines stratégiques liés à la gestion des finances publiques, à la fiscalité, au contrôle budgétaire, à la

planification économique et aux systèmes d'information.

Plus de 1 200 candidats ont été retenus pour intégrer les différents services du ministère. Les profils recrutés couvrent un large éventail de spécialités, allant des administrateurs des finances aux fiscalistes, en passant par les économistes, les statisticiens, les spécialistes des marchés publics, les experts en finance bancaire ainsi que plusieurs métiers liés au numérique et à la gestion publique moderne.

INDUSTRIE

PIA : 5 ans déjà !

Inaugurée le 6 juin 2021, la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) fête ses 5 ans. Un hub régional qui connecte l'Afrique de l'Ouest, PIA s'impose aujourd'hui sur le plan national comme le moteur de la transformation locale au Togo. Retour sur un pari industriel qui change la donne, aussi bien au Togo qu'en Afrique de l'Ouest, voire à l'international.

Lancée par le gouvernement togolais pour valoriser les matières premières nationales et renforcer l'attractivité du pays, PIA a tenu ses promesses. En cinq ans, elle est devenue une vitrine crédible pour les investisseurs en quête d'un écosystème industriel intégré. Le modèle séduit : produire, transformer et exporter depuis le Togo avec des standards internationaux.

Des usines, des investisseurs, une dynamique

Année après année, la plateforme a attiré des entreprises locales et internationales. Des groupes spécialisés dans le textile, dans l'agroalimentaire, l'automobile et les matériaux de construction y ont installé leur entreprise avec un objectif commun : transformer sur place et conquérir les marchés régionaux. Cette dynamique a accru la visibilité du pays auprès des décideurs économiques. Résultat : le Togo pèse désormais davantage sur la carte des investissements industriels en Afrique de l'Ouest et dans la zone ZLECAF.

L'emploi, impact le plus visible

Depuis le démarrage du projet, plusieurs milliers de postes directs et indirects ont été créés. Des emplois qualifiés et non qualifiés dans la production, la maintenance, la logistique et l'administration.

L'arrivée de nouvelles unités et l'extension de sites existants ont accéléré cette progression. La PIA ne se contente pas d'attirer des capitaux : elle crée du travail pour les Togolais et développe les compétences techniques locales.

Transformer ici plutôt qu'exporter brut

La transformation locale reste le cœur de la stratégie. Le coton, le soja, le cajou et d'autres ressources agricoles alimentent désormais des unités à valeur ajoutée. Fini le temps où le Togo exportait plus de 90% de ses matières premières brutes.

Les capacités de transformation désormais développées sur place, permettent au Togo de capter plus de revenus sur ses



propres filières.

Le textile illustre cette montée en gamme. Plusieurs entreprises ont annoncé leur arrivée ou l'extension de leurs activités. Ces investissements vont générer de nouveaux emplois et faire monter en compétences la main-d'œuvre industrielle togolaise. Des centres de formation sont adossés aux usines pour garantir la montée en qualification.

Un écosystème pensé pour l'industrie

Déployée sur plusieurs centaines d'hectares, PIA réunit infrastructures de production, zones commerciales, logistique et services. Énergie, eau, routes, fibre optique, port sec : tout est conçu pour faciliter la production, le stockage et l'export. Cette configuration intégrée explique en grande partie son attractivité. Les

délais et coûts sont réduits, la compétitivité renforcée.

Un hub régional qui connecte l'Afrique de l'Ouest

Grâce à son port sec, sa zone franche et sa connexion au Port de Lomé, PIA ne travaille pas que pour le Togo. Elle devient une porte d'entrée pour la ZLECAF. Les entreprises installées, produisent pour le marché togolais mais exportent vers le Ghana, le Burkina, le Niger, le Nigeria, etc. La plateforme réduit les coûts logistiques, sécurise les délais et positionne Lomé comme carrefour industriel régional. PIA n'est plus une zone locale : c'est un hub qui irrigue toute la sous-région.

Pour l'administration générale de l'Autorité de coordination de PIA, cette réalisation traduit la volonté du gouvernement

de bâtir des chaînes de valeur complètes autour des ressources nationales. « Cette plateforme est le fruit de la vision portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en faveur d'une économie davantage tournée vers la création de valeur sur le territoire national », soutient l'Autorité de coordination de PIA.

Cinq ans après ses premiers pas, PIA poursuit son expansion. Nouvelles unités, montée en puissance des capacités de transformation, progression de l'emploi : la plateforme continue d'accompagner la dynamique industrielle du Togo.

PIA en 5 ans : les chiffres clés

1. 6 juin 2021 : Inauguration officielle
2. Plusieurs milliers d'emplois directs et indirects créés
3. Des dizaines d'entreprises locales et internationales installées
4. Transformation locale : coton, soja, cajou, textile, matériaux
5. Plusieurs centaines d'hectares d'infrastructures intégrées

ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DIPLOMÉS DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

Marius Bagny réélu président de l'APD-ENSI

Réélu le samedi 06 juin 2026 pour un mandat de trois ans à la tête de l'Association des Professionnels Diplômés de l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs (APD-ENSI), Marius Bagny entend redonner vie aux objectifs de l'association.

Son premier challenge consiste à recentrer l'organisation sur ses objectifs fondamentaux en redonnant vie aux objectifs de l'organisation.

« Nous traversons une période où nous avons été fortement mobilisés sur un objectif qui, par la grâce de Dieu, a été atteint. Aujourd'hui, il nous faut nous recentrer sur nos missions fondamentales », a-t-il déclaré à Agridigitale.

Le renforcement de l'accompagnement des jeunes diplômés figure également parmi les priorités du nouveau bureau. Le mentorat constitue, selon lui, un levier essentiel pour favoriser l'insertion professionnelle et le développement des compétences des nouvelles générations d'ingénieurs. « L'Assemblée Générale a décidé de la mise en place d'un prix de l'innovation qui puisse



récompenser les innovations développées aussi bien par les ingénieurs que par les techniciens formés à l'ENSI ou à l'École Polytechnique de

Lomé », a annoncé le président réélu.

L'une des réflexions majeures a porté sur l'évolution

institutionnelle de l'ENSI, devenue aujourd'hui l'École Polytechnique de Lomé (EPL) à la suite de sa fusion avec le Centre Informatique et de Calcul (CIC). Face à cette nouvelle réalité, les membres ont décidé d'adapter l'association pour accueillir aussi les diplômés du CIC et de l'EPL au sein d'une même organisation. « Il était essentiel pour nous de réfléchir à la nouvelle identité de notre association afin d'intégrer aujourd'hui les diplômés de l'EPL mais aussi les anciens du CIC, désormais membres de la nouvelle entité », a expliqué le président Marius Bagny.

UEMOA

Inflation maîtrisée et croissance solide, selon la BCEAO

La deuxième session ordinaire du Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2026 s'est ouverte ce mercredi 10 juin à Dakar, au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Les membres du Comité sont réunis pour examiner le rapport sur la politique monétaire dans l'Union monétaire ouest-africaine (UMO), un document qui analyse l'évolution récente de l'environnement économique international et régional, évalue les perspectives à court et moyen termes et identifie les principaux risques susceptibles d'affecter l'activité économique de l'Union.

Président les travaux, Jean-Claude Kassi Brou, gouverneur de la BCEAO, a dressé un état des lieux de la conjoncture internationale, marquée par les répercussions du conflit au Moyen-Orient sur l'économie mondiale.

« Plus de trois mois après son déclenchement, cette crise exerce déjà des pressions significatives sur les prix des produits énergétiques et perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz », a-t-il indiqué.

Selon les dernières projections du Fonds monétaire international (FMI), publiées en avril 2026, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,1 % en 2026, contre 3,4

% en 2025. Dans le même temps, l'inflation mondiale est désormais attendue à 4,4 %, soit un niveau supérieur aux prévisions initiales de 4,1 %.

Au sein de l'Union, indique Financial Afrik, les premiers effets de la crise commencent à se faire sentir, notamment à travers les hausses des prix des carburants observés entre mars et mai 2026 dans plusieurs États membres. Toutefois, ces tensions inflationnistes demeurent pour l'heure limitées grâce aux bonnes performances de la campagne agricole.

Le taux d'inflation s'est ainsi établi à -0,2 % au premier trimestre 2026, après -0,8 % au trimestre précédent. La BCEAO estime néanmoins que la tendance haussière des



prix pourrait se poursuivre au cours des prochains mois sous l'effet des répercussions du conflit au Moyen-Orient.

Une croissance qui témoigne de la résilience de l'Union

L'activité économique de l'Union demeure dynamique malgré un léger ralentissement. La croissance du PIB réel s'est établie à 6,1 % au premier trimestre 2026, contre 6,5 % au trimestre précédent, illustrant la résilience des économies de l'espace UMOA face à un environnement international moins favorable.

Sur le plan budgétaire, les données communiquées par les États membres

montrent la poursuite des efforts de consolidation des finances publiques. Le déficit budgétaire global s'est réduit à 4,1 % du PIB au premier trimestre 2026, contre 4,3 % un an auparavant.

Les perspectives budgétaires pour le reste de l'année pourraient toutefois être affectées par les mesures mises en œuvre par les gouvernements afin d'atténuer les conséquences économiques de la crise au Moyen-Orient.

Des comptes extérieurs en amélioration

La situation extérieure de l'Union continue de s'améliorer, soutenue notamment par la

progression des exportations d'hydrocarbures et d'or ainsi que par les importantes mobilisations de ressources extérieures réalisées par les États membres.

Pour l'ensemble de l'année 2026, les comptes extérieurs pourraient néanmoins subir l'impact d'une détérioration des termes de l'échange liée aux tensions géopolitiques actuelles. Sur le marché monétaire, les conditions de financement se sont assouplies au cours du premier trimestre 2026, grâce à l'amélioration de la liquidité bancaire et à la récente baisse des taux directeurs décidée par la BCEAO.

Le taux d'intérêt à une semaine sur le marché interbancaire s'est ainsi replié à 4,26 %

Au cours de cette session, les membres du Comité de politique monétaire examineront également le rapport sur le rapatriement des recettes d'exportation à fin mars 2026, la situation du système bancaire de l'Union à la même date, ainsi que la synthèse des rapports des Conseils nationaux du crédit des États membres au titre de l'exercice 2025.

MÉDIAS

AfrikElles a 5 ans

Au Togo, le webmagazine féministe AfrikElles a célébré ce jeudi à Lomé son cinquième anniversaire lors d'une rencontre marquée par un panel d'échanges et de sensibilisation. L'évènement est placé sous le thème : « Féminisme : déconstruire les stéréotypes pour mieux comprendre l'égalité ».

Organisé avec l'appui d'Equipop, l'évènement a rassemblé des acteurs institutionnels, des experts, des représentants de la société civile ainsi que des organisations engagées dans la promotion des droits des femmes.

Plusieurs femmes et quelques hommes ont pris part à cette célébration qui a permis de revenir sur le parcours et les réalisations du média au cours de ses cinq premières années d'existence.

Depuis son lancement, AfrikElles s'est imposé comme une plateforme de référence dédiée à la lutte contre les

violences basées sur le genre (VBG) et à la valorisation du leadership féminin.

En cinq ans, le média a réalisé plus de 400 interviews de femmes et de filles, publié 1 314 articles et enregistré plus de 250 000 visites. Son équipe rédactionnelle est composée à 90 % de jeunes femmes.

« Nous sommes nés parce que nous avons constaté qu'il manquait, dans le paysage médiatique togolais, un média numérique dédié spécifiquement aux questions liées aux femmes », a expliqué Eugénie Gadedjisso Tossou épouse Aboa, fondatrice et directrice générale



d'AfrikElles.

Au fil des années, le webmagazine a contribué à mettre en lumière l'expertise et les parcours de nombreuses femmes africaines souvent peu représentées dans les médias traditionnels.

À travers des rubriques telles que « Elles de la semaine » ou « Vécu de femmes », AfrikElles donne la parole à celles qui transforment leur communauté et aborde des sujets liés à la santé, au leadership, aux droits, aux

violences et aux opportunités offertes aux femmes.

Malgré les avancées enregistrées, les responsables du média reconnaissent que plusieurs défis demeurent. Parmi eux figure la difficulté de briser certaines résistances qui empêchent encore de nombreuses femmes, notamment des victimes de violences, de témoigner et de faire entendre leur voix.

Pour les années à venir, AfrikElles entend poursuivre son travail de sensibilisation, renforcer son journalisme de plaidoyer et continuer à déconstruire les stéréotypes liés au genre.

Créé en mai 2021, le média nourrit également l'ambition d'élargir davantage son influence au-delà des frontières togolaises afin de porter plus loin les voix et les préoccupations des femmes africaines.



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjilé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires



Tous à l'école



Remboursement

13 mois

Jusqu'à

5 mois
de salaire

**Réponse
Express**

*24h pour les renouvellements et
48h pour les nouveaux dossiers
(sous réserve)*

